Rapport au Comité International. Nous reproduisons ici la version écrite du rapport présenté par le camarade Hubert au Comité international, en février 2007.

1. Le processus du FSM s'est fortement développé à l'échelle planétaire

Né en 2001, après deux années consécutives de grandes mobilisations contre les institutions symbolisant la mondialisation néo-libérale, le Forum social mondial (FSM) a commencé modestement : 15 000 participants au premier FSM fin janvier 2001 à Porto Alegre. Le processus s'est ensuite très rapidement consolidé, d'abord en Amérique latine et en Europe (1er Forum social européen en novembre 2002 à Florence) et a atteint l'Asie du Sud en 2003 (1er Forum social asiatique en 2003 à Hyderabad). Le démarrage du FSM s'est déroulé en pleine montée des mobilisations anti-globalisation : Seattle en novembre 1999 contre l'OMC, avril 2000 à Washington et septembre 2000 à Prague contre le FMI et la Banque mondiale

sans oublier les mobilisations à Nice et à Göteborg contre l'Europe néolibérale. Cette montée s'est poursuivie après le premier Forum social mondial : mobilisation à Québec contre le Sommet des Amériques en avril 2001, contre le G8 à Gênes en juillet 2001.

Les événements du 11 septembre 2001 n'ont pas réussi à endiguer les mobilisations et ont placé les luttes contre les guerres impérialistes au centre de celles-ci avec un énorme succès à Florence en novembre 2002 et surtout en février 2003 lorsque plus de 12 millions de manifestants ont protesté contre les préparatifs de l'invasion en Irak. Les organisations de la IVe Internationale et d'autres organisations révolutionnaires se sont investies pleinement dans ces mobilisations anti-globalisation et dans le processus du FSM. Les deux FSM les plus fournis numériquement ont été celui de janvier 2004 à Mumbai (140 000 participants) et celui de janvier 2005 à Porto Alegre (150 000 participants) bien qu'on ait pu constater un tassement des mobilisations anti-guerre, anti-IFI, anti-OMC. En quelques années, le processus du Forum social mondial s'est implanté sur une grande partie de la planète : l'Amérique latine, l'Europe (Russie y compris), l'Asie (principalement l'Inde, le Pakistan, les Philippines, la Corée du Sud et la Thaïlande), l'Amérique du Nord (1), l'Afrique y compris le Maghreb. Grand absent : la

Chine mais on voit mal en raison de la répression comment il pourrait s'y développer à court terme. Encore que, en marge, il y a eu l'importante mobilisation à Hong Kong en décembre 2005 contre l'OMC.

2. Le FSM rassemble des forces qui vont des gestionnaires sociaux-démocrates jusqu'à des organisations révolutionnaires

L'éventail des forces politiques qui s'inscrivent dans le processus du FSM est extrêmement large : il va de sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates gestionnaires du système jusqu'à des forces révolutionnaires en passant par les grandes confédérations syndicales (Confédération internationale des syndicats libres, CISL et Confédération mondiale du travail, CMT, regroupées aujourd'hui dans la Confédération internationale des syndicats, CIS, sans oublier la Confédération européenne des syndicats, CES), des ONG qui favorisent le dialogue avec les institutions financières

internationales que le mouvement anti-globalisation combat, et qui font partie, avec les grandes confédérations syndicales déjà mentionnées, de Global Compact (qui regroupe sous l'égide des Nations unies des entreprises transnationales, des directions syndicales et des ONG) (2), des mouvements sociaux radicaux (Via Campesina, le syndicat KCTU de Corée du Sud, les organisations de pêcheurs, COBAS, SINCOBAS, Sud-Solidaires) et des mouvements et campagnes radicales (mouvement anti-guerre, mouvement anti-dette — Jubilé Sud et CADTM — campagne anti-OMC, sans oublier la Marche mondiale des femmes et d'importants mouvements indigènes telle la CONAIE d'Equateur).

Bien sûr, le FSM ne peut prétendre représenter l'ensemble des forces qui se mobilisent contre la mondialisation capitaliste et patriarcale. Parmi les absents notoires, citons par exemple les zapatistes.

3. L'évolution au sein du Conseil international et du secrétariat international ne laisse pas de doutes, c'est une évolution à droite

Tensions et tiraillements ont constamment traversé le Conseil international du FSM qui regroupe une centaine d'organisations. Entre ceux qui pensent qu'une humanisation de la mondialisation est possible et ceux qui la combattent pour ce qu'elle est : une nouvelle phase du capitalisme qu'il faut combattre radicalement en refusant de participer à des initiatives comme Global Compact, de soutenir des gouvernements de centre-gauche qui poursuivent des politiques néolibérales et participent aux guerres impérialistes (notamment en Afghanistan).

Se rangent dans le premier camp les dirigeants des grandes confédérations syndicales ; plusieurs ONG notamment celles qui jouent un rôle moteur dans le comité brésilien (IBASE,

CIVES, Commission Justice et Paix…) chargé du secrétariat du FSM ; des ONG et des mouvements d'éducation tant en Europe (Tavola per la Pace, Caritas, CCFD, Ubuntu et plus récemment ARCI…) qu'en Afrique (ENDA, le syndicat sud-africain COSATU…), en Asie du Sud. Ce secteur n'hésite pas à soutenir Lula, Zapatero ou plus récemment Prodi ou encore les deux partis communistes indiens qui sont au pouvoir dans trois Etats indiens (Bengale, Kerala, Tripura) et qui soutiennent de l'extérieur le gouvernement du Parti du Congrès au pouvoir à Delhi. Ils ont des réunions régulières avec l'Internationale Socialiste, les partis socialistes européens… Ils avancent un programme de réformes des institutions financières internationales et de la gouvernance mondiale (3).

L'évolution de la Confédération unique des travailleurs (CUT) du Brésil qui s'est alignée sur l'orientation du gouvernement Lula (comparable à l'attitude conciliatrice de la COSATU à l'égard de la politique néolibérale du gouvernement sud-africain), a renforcé ce premier camp.

4. Les difficultés de la coordination des mouvements sociaux

Les forces radicales ont cherché à renforcer l'enracinement populaire du FSM partout où elles le pouvaient. Elles ont tenté — avec succès à certains moments — de favoriser de puissantes mobilisations anti-globalisation (lancement lors du 1er FSE de l'Appel pour la mobilisation anti-guerre de février 2003). Ces forces ont favorisé aussi la dynamique de l'Assemblée des mouvements sociaux qui, à chaque édition du forum social, que ce soit au niveau mondial ou continental, ont adopté des déclarations finales et mis au point des calendriers d'action. Malgré des hauts et des bas, l'Assemblée des mouvements sociaux a plutôt tendance à connaître un succès grandissant en 2006 et 2007 (3 000 participants à l'Assemblée des mouvements sociaux lors du 4e FSE à Athènes en mai 2006 et plus de 2 000 participants à l'Assemblée des mouvements à la fin du 7e FSM à Nairobi en janvier 2007). Mais la coordination des mouvements sociaux est encore faible et les mouvements sociaux et campagnes qui s'y retrouvent butent sur des obstacles difficiles à surmonter. Comment réussir à unifier des luttes encore trop fragmentées à l'échelle internationale ? Comment mener une discussion sur la stratégie ? Entre ces mouvements émergent des divergences sur

l'attitude à adopter par exemple par rapport au gouvernement Lula ou au gouvernement Prodi.

5. Le bilan du 7e FSM à Nairobi

Le bilan est mitigé, plusieurs aspects très négatifs sont à relever (4). Si à l'avenir d'autres éditions du FSM devaient être marquées par de tels travers, le processus perdrait de sa raison d'être.

Avant d'aborder les éléments négatifs, relevons qu'il s'est agi de la plus grande réunion internationale où des mouvements

africains de différentes parties de l'Afrique se sont réunis pour affirmer leur volonté de lutter contre le néolibéralisme. Par ailleurs, différents mouvements et campagnes (5) en ont profité pour resserrer les liens de lutte qui les unissent.

Le Forum à Nairobi a rassemblé de 15 à 20 000 participants (6). Vu les caractéristiques du Kenya, il était impossible de réunir un nombre comparable à celui atteint à Mumbai (140 000) ou à Porto Alegre (150 000). S'il avait été correctement conçu, le FSM à Nairobi aurait probablement pu en réunir 30 à 40 000 (comme à Karachi en mars 2006) mais ce n'est pas sûr. Le FSM à Nairobi a été fortement marqué par la marchandisation, par la militarisation, il a été conçu de manière excluante par rapport à la population.

Brève description. Ce forum a été marqué par un délire de grandeur : les organisateurs ont cru qu'il était possible de réunir 100 000 personnes (ils avaient annoncé à la presse entre 100

000 et 150 000 participants) tout en fixant des droits d'entrée prohibitifs : 500 shillings (6,00). 6 eurosLa somme demandée aux Kenyans était égale à une semaine de salaire minimum (c'est-à-dire le revenu de l'écrasante majorité des Kenyans et qui leur permet de nourrir 3 à 4 personnes). Il fallait pour prendre une telle décision avoir perdu tout contact avec les conditions de vie de la majorité de la population kenyane ou ne pas se préoccuper réellement de la participation de celle-ci.

Au sein du comité organisateur kenyan, quelques personnes (dirigeants de 3 ou 4 ONG) ont concentré le pouvoir (7) et pris les décisions les plus importantes sans chercher réellement à organiser un processus ouvert à tous les mouvements sociaux du Kenya. La décision d'imposer un prix d'entrée aussi élevé avait d'ailleurs été contestée en vain au sein du comité. Le noyau restreint qui a monopolisé les décisions était appuyé par quelques personnes du secrétariat du Forum social africain (principalement la direction de l'ONG ENDA-Tiers Monde basée à Dakar), deux ou trois personnes du secrétariat brésilien (représentant 2 ou 3 ONG) et quelques Européens. C'est ce petit nombre de personnes qui a concentré le pouvoir réel.

Revenons au délire de grandeur : le comité d'organisation avait loué à grands frais toute l'infrastructure d'un énorme complexe sportif de manière à accueillir plus de 100 000 personnes alors qu'il aurait été possible de réaliser le FSM à la fois dans un des grands stades du centre de la ville (capacité de 15 à 20 000) et dans un des nombreux parcs proches de ce stade. Le gigantesque complexe choisi par les organisateurs était situé à plus de 10 km du centre de la ville dans un quartier résidentiel. Le prix que devaient payer les entités qui souhaitaient vendre de la nourriture dans le complexe était lui aussi prohibitif (entre 30 000 et 60 000 shillings). Du coup, le prix des repas servis aux participants du FSM était lui-même prohibitif (sauf pour les Européens, les Nord-Américains, les Japonais et les permanents d'ONG et de syndicats). Coût d'un seul repas : entre 300 et 400 shillings en moyenne. Pas d'eau potable gratuite sur le site, la bouteille d'eau d'un demi-litre était vendue à 50 shillings (soit l'équivalent du prix d'un repas dans un restaurant en ville). Ajoutons qu'à l'intérieur du stade fonctionnaient plusieurs restaurants de luxe dont certains sont la propriété du ministre de l'intérieur bien connu pour sa politique répressive et pour son passé de collabo du pouvoir colonial britannique (il a activement participé à la répression des mau-mau qui luttaient pour l'indépendance).

Le comité d'organisation avait passé par ailleurs un contrat de sponsoring avec une transnationale africaine de télécommunication CELTEL (l'enregistrement des participants et toutes les communications passaient par cette entreprise privée présente à tous les coins du Forum avec sa publicité). La sécurité dans le stade était assurée par la police et l'armée. Plusieurs participants kenyans ont fait l'objet de longues heures de détention en cellule dans le stade simplement parce qu'ils n'avaient pas payé l'entrée.

La tonalité des discours de la séance d'ouverture (de même que la séance de clôture) était essentiellement tournée sur l'humanisation de la globalisation. Les 8 000 à 10 000 participants présents à l'ouverture ont dû supporter un discours lénifiant de 45 minutes de l'ancien chef d'État tanzanien, Kenneth Kaunda, précédé de discours de Guy Rider, secrétaire général de la CIS et de Flavio Loti de Tavola per la Pace. Bref une dominante très social-démocrate.

Contrairement aux décisions du Conseil international, les organisateurs n'ont pas favorisé les convergences entre mouvements. Pour ne prendre qu'un exemple : alors que le 4e jour du FSM devait être conçu pour permettre l'adoption de plate-forme et de stratégies communes, de calendriers d'action communs, les organisateurs avaient prévu 21 assemblées thématiques différentes.

De grandes ONG des églises chrétiennes étaient très présentes et certaines ont affirmé des positions contre les droits des femmes à l'avortement et contre les LGBT.

Tout cela n'est heureusement pas resté sans réaction. L'action de plusieurs composantes (8) de la coordination des

mouvements sociaux a contribué à ce que le FSM de Nairobi ne se termine pas sur un bilan négatif. Leurs initiatives ont permis un infléchissement du Forum social mondial à Nairobi. Plusieurs réunions des mouvements sociaux se sont succédé à partir du premier jour afin de déterminer une attitude commune et préparer l'Assemblée des mouvements sociaux. Il y a eu tout de suite accord sur la non-acceptation du prix d'entrée prohibitif demandé aux Kenyans. Contact a été pris avec les organisateurs pour qu'ils laissent entrer gratuitement les Kenyans qui le souhaitaient. Face au refus des organisateurs, les dispositions ont été prises pour faire ouvrir les portes du stade aux Kenyans qui souhaitaient entrer sans payer. Il faut mentionner également que le People's Parliament avait organisé pendant les trois premiers jours du FSM un forum alternatif dans un parc au centre de Nairobi. Un millier de personnes y ont participé chaque jour. Ensuite le People's Parliament s'est joint à l'Assemblée des mouvements sociaux le 4e jour (9). Bien que le comité d'organisation du FSM ait prévu que l'Assemblée des mouvements sociaux aurait lieu le 4e jour à 9h30 du matin sans traduction (ce qui revenait clairement à la saboter), celle-ci a eu lieu à la fin de la journée et a réuni plus de 2 000 participants qui ont pu terminer le FSM dans un esprit unitaire et combatif (10).

Le Conseil international du FSM qui s'est réuni pendant deux jours juste après le FSM était consternant. Le nombre de voix critiques et autocritiques concernant le bilan a été très limité : 6 à 7 interventions critiques sur une cinquantaine au total (11). Le prochain CI qui se réunit à Berlin du 29 au 31 mai 2007 adoptera un code de conduite pour l'organisation des prochains FSM.

6. Au-delà du FSM de Nairobi : enracinement, création de réseaux, renforcement de synergies…

Il faut distinguer l'évolution à droite du Conseil international et le processus dans son ensemble qui reste positif. La dynamique du Forum social européen a permis le renforcement de réseaux européens susceptibles d'unifier les luttes contre la privatisation des services publics, pour une charte des droits sociaux,… Le processus de préparation des forums reste démocratique grâce aux réunions régulières de l'assemblée européenne

préparatoire. En Asie du Sud, la dynamique du FSM a renforcé les liens entre forces militantes d'Inde et du Pakistan (et au-delà). En Amérique latine, le Forum social des Amériques a été fortement branché sur les luttes contre l'ALCA, contre le plan Colombie… On verra ce que donnera le premier Forum social des Etats-Unis, fin juin 2007. En 2008, il n'y aura pas d'édition du Forum social mondial, il sera remplacé par des journées d'action globale autour de la date pivot des 26-27 janvier 2008. Le 8e FSM aura lieu en 2009 et le lieu sera défini par le Conseil international prochainement.

Il est important de poursuivre la participation active à la dynamique du Forum social mondial même si celui-ci ne constitue pas l'alpha et l'oméga du mouvement anti-globalisation. Loin s'en faut.

1. Le premier forum des Etats-Unis a lieu à Atlanta, en Géorgie du 27 juin au 1er juillet 2007. www.ussf2007.org

2. Global Compact (le Pacte mondial) a été lancé par le secrétaire général des Nations unies en juin 2000. Y sont associées 100 transnationales, 1 000 autres entreprises privées, avec des ONG, de manière à mettre en place un semblant de nouvelle gouvernance mondiale. On y retrouve la nouvelle Confédération internationale des syndicats, Amnesty International, Human Rights Watch aux côtés de Total Elf Fina, Bayer, Unilever, BP, Shell, Nestlé, Nike… (voir la présentation sur le site de Global Compact http://www.un.org/french/globalcompact/index.html).

3. Lors du 5e FSM à Porto Alegre la CISL, la CMT (aujourd'hui regroupées dans la CIS qui réunit 160 millions de membres) s'étaient associées au Forum Global Progressiste (Global Progressive Forum, qui est l'ONG créée par le Parti socialiste européen et l'internationale socialiste afin de pouvoir participer au FSM www.globalprogressiveforum.org) pour organiser 11 conférences sur le thème de la « Dimension sociale de la mondialisation » (Social dimension of Globalization). En 2006, le Global Progressive Forum a été admis comme membre du Conseil international du FSM, non sans débat.

4. Voir dossier sur le site de ESF : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4740

Voir notamment : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article5264

5. Voir résolution commune des campagnes dette qui se sont dotées d'un comité de facilitation permanent…. http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=2409

6. Le bilan officiel présenté par le comité organisateur affirme qu'il y a eu 56 000 participants, ce qui est faux.

7. Onyango Oloo, le coordinateur national du Forum Social Kenyan qui a pris publiquement ses distances par rapport à ce noyau, a publié deux mois après la tenue du FSM une description analytique édifiante : Critical Reflections on WSF Nairobi 2007, http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article5515

Voir aussi le bilan écrit par le People's parliament :

http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article5714

http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article5206

8. Les campagnes anti-dette (dont le CADTM) et anti-OMC, le mouvement social Indaba d'Afrique du Sud, des ONG, plusieurs mouvements ATTAC, la Marche Mondiale des Femmes, le mouvement No Vox,… sans oublier le People's Parliament du Kenya.

9. Ce mouvement social radical avait également organisé des manifestations contre le prix trop élevé de la nourriture dans le

stade. Lors du 4e jour, des membres de ce mouvement ont investi un des restaurants 5 étoiles et ont distribué gratuitement la nourriture à quelques dizaines d'enfants des rues qui les avaient accompagnés.

10. Voir la déclaration finale des mouvements sociaux